

Un pays divisé



Les Allemands sont taxés de perfectionnisme et sont mondialement connus pour leur rigueur. Mais ce week-end, le perfectionnisme s'en est allé à vau-l'eau. Le perfectionnisme ne s'accommode d'ailleurs pas vraiment de la Jamaïque, un pays qui représente l'exact contraire de l'Allemagne à bien des égards et qui vit plutôt de son art de l'improvisation. Peut-être les Allemands auraient-ils dû s'en inspirer, une fois n'est pas coutume. Alors, les discussions pour former une coalition auraient peut-être abouti. Nous sommes désormais face à un champ de ruines. Et ce après quatre semaines d'âpres luttes infructueuses, caractérisées par leur minutie et leur obsession du détail.

Ne dit-on pas que l'espoir disparaît en dernier? C'est précisément ce qui vient de se passer en Allemagne. Non pas que le cœur politique, quel qu'il soit, ait jamais battu pour une coalition jamaïcaine, mais le fait de (co-)gouverner constituait cependant une incitation suffisante aux yeux de tous les Jamaïcans pour en débattre avec l'adversaire politique. Et tous, à commencer par Angela Merkel, avaient sans doute espéré parvenir à un accord in extremis. Ce ne serait en effet pas la première fois que la chancelière atteigne ses objectifs à force de persévérance. Elle est désormais face à un champ de ruines. Et toute l'Europe se demande bien quelle sera la prochaine étape. Le temps presse pour toutes les parties prenantes.

Poker du FDP?

Après avoir défini en détail des positions et passé beaucoup trop de temps à étudier les solutions de rapprochement aussi minimes soient-elles pendant quatre semaines, le FDP a finalement dévoilé ses cartes, à savoir: les mauvais compromis ne sont pas de bons compromis ou, pour reprendre, les mots de son chef: «Il vaut mieux ne pas gouverner que mal gouverner.» On ne peut cependant s'empêcher de penser que le FDP n'avait pas pris cette affaire tout à fait au sérieux et n'avait peut-être même jamais eu l'intention de faire aboutir les négociations. Premièrement, parce que le FDP a pris les devants et avait annoncé avant même le début des négociations que celles-ci avaient pris fin le dimanche à 18 heures. Deuxièmement, parce que le FDP a annoncé, en un rien de temps, le retrait des discussions exploratoires de la coalition jamaïcaine sur Twitter, reprenant précisément la formule «mieux ne pas gouverner que mal gouverner» de Christian Lindner. Le Spiegel en déduit qu'il s'y était préparé. Ce n'est pas une manœuvre malhabile du FDP, qui souligne ainsi qu'il n'est pas disposé à accepter de mauvais compromis.

République bananière

Rien ne permet désormais de savoir comment la situation va évoluer en Allemagne. La tension restera sans doute à son

comble et la suite du processus politique va certainement produire l'une ou l'autre absurdité. Les marchés financiers superficiels et peu sensibles à la politique restent indifférents à cette débâcle. Ni lundi, ni mardi, l'indice allemand des actions ou les bourses européennes n'ont affiché une quelconque réaction susceptible d'être interprétée comme une désapprobation du spectacle offert par l'Allemagne ces quatre dernières semaines, bien au contraire. Les acteurs des marchés financiers ne semblent donc pas être très attentifs à ce vaudeville et ne pas le prendre très au sérieux. Dans le pire des cas, ils se reposent de toute façon sur les banques centrales plutôt que sur l'exécutif politique. Mais les marchés financiers ne sont pas les seuls. La population dans son ensemble prend également avec philosophie, ce que les Allemands auraient tout au plus jugé possible dans un pays étranger moins civilisé, il y a encore quelques mois. L'Allemagne est-elle en passe de devenir une république bananière? Pas de gouvernement, gouvernement minoritaire, nouvelles élections.

Il y a toujours une alternative

Peut-être les Allemands devraient-ils considérer qu'il y a toujours une alternative. Mais quels Allemands au juste? Le petit tiers qui a encore voté pour la CDU/CSU ou le cinquième des électeurs du SPD? Et qu'en est-il du dixième plus ou moins qui a voté pour l'AfD, le FDP ou les Verts. Les discussions exploratoires ont confirmé ce que les élections au Bundestag avaient déjà mis en lumière. Le pays est extrêmement divisé. L'époque où la CDU ou le SPD donnaient le ton et désignaient le/la chancelier/chancelière, parfois avec un partenaire junior plus ou moins fiable, est révolue. C'est cette scission qui a finalement eu raison du processus de compromis, aucun parti ne pouvant se permettre de trop assouplir ses positions verrouillées. Autrement, le risque est grand de perdre son bien le plus rare, l'électorat. Les Verts étaient apparemment disposés à aller relativement loin, tout comme la CDU. Les intentions de la CSU sont moins claires, mais elle était en difficultés après l'échec électoral dans son fief bavarois. Dans la situation actuelle, toutes les alternatives sont ouvertes. Angela Merkel devrait en prendre conscience. Mais elle s'accroche évidemment au pouvoir. Son propre objectif est de rester chancelière, même avec un parti qui parvient de moins en moins à s'imposer, une situation à laquelle Angela Merkel a elle-même contribué ces dernières années. En dernier ressort, le président allemand va sans doute dissoudre le parlement. Mais auparavant, il va mener des discussions exploratoires. Celles-ci ne semblent pas non plus avoir d'alternative. Je me demande comment les Allemands se sentiront lorsqu'ils finiront par avoir un gouvernement qui aura décidé de prendre en main la destinée du pays seulement après d'âpres discussions et à force de persuasion? Tout cela ne semble pas très dynamique et manque singulièrement de mordant.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Un pays divisé

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.